



HAL
open science

Uruguay

Pierre Gautreau

► **To cite this version:**

Pierre Gautreau. Uruguay. Gildas Simon. Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique, Armand Colin, p. 597-601, 2015, 978-2200250126. halshs-01270311

HAL Id: halshs-01270311

<https://shs.hal.science/halshs-01270311>

Submitted on 11 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version étendue et pré-impression de :

Gautreau P. 2015. Uruguay. In: Simon G (Dir.), Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique, Paris, Armand Colin, pp 597-601.

L'Uruguay

Pierre GAUTREAU

Maître de Conférence en Géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. UMR 8586 PRODIG. 2 rue Valette, 75005 Paris. pierre.gautreau@univ-paris1.fr

Introduction

Penser l'Uruguay au prisme de la question migratoire permet d'interroger les ressorts complexes et à bien des titres paradoxaux de la construction de cette nation sud-américaine singulière. Marge coloniale entre les empires espagnol et portugais, le pays est resté à l'étroit entre ses deux grands voisins brésilien et argentin. Sa petitesse (177.000 km²) et sa localisation en bordure de l'Atlantique, regardant vers l'Ancien Monde, ont renforcé la représentation nationale d'un pays démographiquement homogène peuplé d'européens. Sont ainsi gommée et oubliées des disparités de peuplement pourtant encore notables, tels que les importants héritages des populations indiennes et africaines arrivées au cours du XIXe siècle. Par ailleurs, le pays continue à se penser comme forgé par l'immigration, malgré l'inversion des flux depuis la moitié du XXe siècle. L'influence culturelle d'une diaspora estimée à près d'un quart de la population du pays, ainsi que le rôle essentiel qu'elle joue dans ses formes de liens au monde, restent encore largement sous-estimés.

1. L'immigration

L'Uruguay se caractérise au XIXe siècle comme le pays où la proportion d'étrangers dans la population totale est la plus forte, dans un continent sud-américain pourtant profondément marqué par l'importance de l'immigration dans la formation des nations émergentes au cours du siècle. Peu de temps après l'indépendance (1828), un tiers de la population résidente en Uruguay était étrangère (1850), et encore près de 20% en 1910. L'Uruguay s'est forgé dès cette époque une image de pays « blanc » et « européen » dans un continent métissé, sous le coup des vagues de migrants principalement originaires d'Espagne, d'Italie, de France, et dans une moindre mesure d'Allemagne et de Suisse. Cette image masque néanmoins les strates antérieures de peuplement du pays, qui ont durablement marqué sa démographie.

Métissages oubliés et refoulés d'un « pays blanc »

L'arrivée des Européens dans le Río de la Plata à la fin du XVIe siècle bouleverse les populations indiennes présentes sur le territoire actuel de l'Uruguay, peu nombreuses, formées de chasseurs nomades, et de pêcheurs et d'agriculteurs semi-nomades. Situés aux confins mouvants et disputés de l'Empire Espagnol à l'Ouest, de l'Empire Portugais à l'Est, et de l'espace des missions Jésuites au Nord, le territoire se peuple extrêmement lentement au cours du XVIIIe siècle. Depuis les centres urbains établis entre la fin du XVIIe et le début du XVIIIe sur les rives de l'Estuaire du Río de la Plata (Colonia del Sacramento, Montevideo), les colons espagnols et portugais, essaient progressivement vers le nord.

La population rurale incorpore alors une proportion très importante d'indiens guaranis, issus des réductions situées à cheval sur l'actuel Paraguay, l'est de l'actuelle Argentine, et le sud de l'actuel Brésil. A la fin du XVIIIe, les Jésuites sont expulsés par la Couronne Espagnole de cette région. Avec leur départ, le système des réductions s'effondre. Une part importante de leurs habitants migre vers le sud et l'actuel Uruguay, où ils forment pour un temps la majorité de la population rurale. Cet épisode migratoire est à l'origine d'un important métissage, qui concernerait encore dans certaines zones rurales du nord plus de la moitié de la population. Aujourd'hui 5% de la population s'auto-identifie comme ayant des origines indiennes.

L'autre courant migratoire fréquemment sous-estimé en Uruguay est l'arrivée d'esclaves noirs, directement depuis les côtes africaines à l'époque Coloniale (traite), puis principalement depuis le Brésil voisin d'où des fugitifs tentent d'échapper à un esclavage qui ne sera aboli qu'à la fin du XIXe siècle. Les uruguayens d'origine africaine composent aujourd'hui 8% de l'ensemble de la population, mais peuvent représenter plus de 15% des habitants de certaines zones frontalières avec le Brésil.

Le cycle séculaire d'immigration européenne : 1840 - 1940

Marche disputée entre Espagne et Portugal durant toute la Colonie, occupée par le Brésil entre 1825 et 1821, la « Bande Orientale de l'Uruguay », tirant son nom du fleuve éponyme, acquiert son indépendance en 1828. A cette occasion les lois coloniales qui interdisaient l'entrée d'étrangers en Amérique du Sud sont abolies. Le pays se peuple d'Européens installés surtout dans le sud, de Brésiliens installés le long des zones frontalières du nord et de l'est, d'Argentins dans l'ouest. Les français sont présents dès les années 1820, venus pour la plupart du pays basque, du Béarn, de la Bigorre. Ils prendront une part active dans les mutations agricoles du pays (essor de l'élevage ovin notamment), et dans les durs conflits civils de la seconde moitié du siècle. Dans une Montevideo dont la population n'atteint pas les 50.000 habitants vers 1850, ce groupe aurait compté jusqu'à 18.000 membres. La part des Français dans la population immigrée a ensuite régulièrement décliné.

L'immigration italienne s'amorce quant à elle dès les années 1840, pour devenir massive au tournant du siècle. Initialement dominée par les Piémontais et les Ligures, elle est dominée dans les années 1860 par les Lombards et les Sardes, les habitants du sud de la péninsule étant plus nombreux à la fin du siècle. Les Italiens représentent 50% des étrangers de Montevideo en 1890, et restent majoritaires parmi les étrangers durant le XXe siècle, s'employant dans l'agriculture pour le marché urbain et le commerce de détail. Les Espagnols ont enfin constitué le groupe le plus volumineux sur l'ensemble de la période 1840-1950. Initialement originaires des Canaries et du Pays Basque, puis de la façade atlantique (Galice, Asturies) et de Catalogne, ils se sont principalement dispersés dans les zones proches de Montevideo.

La crise de 1929 donne un premier coup d'arrêt à ce cycle séculaire d'immigration. Après une légère reprise des flux à la fin des années 1940, l'entrée du pays dans la stagnation économique stoppe l'arrivée de migrants, Espagnols et Italiens préférant alors des pays européens en reconstruction et dynamiques (France) au départ vers le Cône Sud américain. Les étrangers ne composent plus que 2% de la population au XXIe siècle. On observe à nouveau une immigration à la fin de la dictature (1973-1984), avec le retour d'émigrés politiques. Durant la décennie 2000 l'immigration reste peu importante mais acquiert un visage nouveau. On y compte d'abord beaucoup d'Uruguayens revenant au pays après l'avoir quitté quelques années auparavant pour raisons économiques, souvent avec leurs enfants nés à l'étranger. Ces « retornados » auraient été au nombre de 26.000 environ entre 2005 et 2010,. Ils reviennent en majorité d'Argentine, des Etats-Unis, d'Espagne, du reste de l'Amérique latine, et enfin du Brésil. L'autre élément nouveau est la part désormais majoritaire des latino-

américains parmi les immigrants : ils représentent désormais 60% du total, et sont en majorité péruviens. Cette nouvelle immigration reste confidentielle –quelques milliers de personnes– légale, et généralement mieux formée que la moyenne de la population uruguayenne.

2. L'émigration

Pays d'immigration jusqu'à la fin des années 1950, l'Uruguay devient dès 1960 un pays d'émigration. Structurel depuis lors, le départ vers l'étranger modifie considérablement l'identité du pays : au cours des quarante dernières années, près de 600.000 personnes auraient quitté le territoire, un chiffre très important au regard d'une population résidente de trois millions d'habitants en 1990. Au milieu des années 2000, les uruguayens vivant à l'étranger représentent 15% de la population du pays. L'inversion du bilan migratoire dans les années 1960 ne signifie pas que les uruguayens n'aient pas eu de propension à émigrer auparavant. Petit pays proche de l'Argentine et du Brésil dont les capitales mais aussi les régions rurales frontalières attirent les travailleurs, culturellement très lié à l'Europe, l'Uruguay a connu durant tout le XIX des mouvements modestes de départ vers ces destinations. Le changement opéré dans les années 1960 marque donc surtout un saut qualitatif et quantitatif dans la dynamique migratoire du pays.

Les principales motivations de départ répondent, sur toute la période, avant tout à la recherche d'un meilleur niveau de vie et de salaires plus élevés. La précoce transition démographique de l'Uruguay par rapport au reste du continent (début XX^e siècle) et les très faibles densités de population rurales expliquent qu'aucune pression de type démographique n'incite à migrer. L'étroitesse du marché du travail local et le niveau éducatif relativement élevé de la population active sont –eux– décisifs. Les années 1950 ont permis à l'ensemble de la population de bénéficier de l'éducation primaire, et l'extension de l'éducation secondaire et technique a connu un développement considérable. Les attentes sociales d'une classe ouvrière bien formée et d'une classe moyenne ayant accédé aux études supérieures sont alors rapidement frustrées avec le net déclin de l'économie du pays dans les années 1960. A la fin du XX^e siècle, de tels facteurs jouent encore à plein, la population restant l'une des plus formées d'Amérique du sud, tandis que les réseaux familiaux établis dans les années 1960 et 70 contribuent à soutenir cette propension à migrer.

Entre marasme et dictature : la fin de l'Uruguay attractif au tournant des années 1960

La période qui débute dans la seconde moitié du XX^e siècle est donc celle d'une émigration constante, marquée par deux grands pics : la dictature militaro-civile de 1973 à 1984, et la crise économique de 2001-2002. Dans les années 1960, les premiers grands départs répondent à la baisse du pouvoir d'achat dans un pays dont l'économie stagne, notamment du fait du déclin des capacités d'exportation. Par effet de proximité, la moitié des migrants se dirige vers l'Argentine, un second groupe vers le Brésil, dans les deux cas en direction des très grandes villes de ces pays (Buenos Aires, région de São Paulo). Les autres pays de destination sont alors les Etats-Unis, l'Australie, le Venezuela et Mexico. Les politiques d'attraction de migrants qualifiés à cette époque, par l'Australie mais aussi par le Brésil alors sous le joug militaire, sont à l'origine de communautés importantes dans ces pays.

L'installation d'une dictature dirigée par une alliance entre certains secteurs politiques et les militaires à partir de 1973 accentue le départ de militants, de syndicalistes ou d'intellectuels, mais également d'ouvriers qualifiés associés aux mouvements persécutés par le régime. Ces exilés suivent les parcours des migrants antérieurs, mais se dirigent également vers le Canada où l'Europe, où certains pays telle la Suède développent des programmes spécifiques d'accueil des exilés politiques sud-américains. A la fin des années 1980, on

estimait ainsi que 10% des Uruguayens ayant reçu une formation de technicien ou de niveau supérieur résidait à l'étranger. Après 1985, le flux migratoire se maintient malgré le retour de certains exilés, bien qu'à un rythme moindre.

Crise économique et poussée migratoire à l'orée du XXI^e siècle

Le second pic d'émigration s'amorce au début des années 2000, avec l'entrée en récession du pays qui fait suite à une légère reprise durant les années 1990. Frappé de plein fouet par la crise argentine de 2001, l'économie uruguayenne connaît son plus fort recul à l'échelle du XXI^e siècle. Les migrants du début des années 2000 sont issus, à la différence des années 1960-70 de toutes les couches de la société, indiquant une large diffusion des capacités à migrer dans celle-ci. La crise ou la récession touchant alors également les pays voisins, les flux de cette période s'orientent alors massivement vers les Etats-Unis et l'Espagne. A l'occasion de cette seconde vague migratoire, de nombreux candidats au départ issus de familles européennes demandent à acquérir la nationalité de l'un des pays de l'UE d'où étaient arrivés dans les années 1940 ou 50 leurs grands-parents. Tandis que l'émigration vers les Etats-Unis se fait principalement dans la clandestinité, les files d'attente devant les consulats d'Espagne ou d'Italie (essentiellement) deviennent alors le symbole de ces stratégies migrantes, qui permettent à ceux pouvant attester de ces liens familiaux d'éviter dans une large mesure les contraintes administratives de l'entrée en Europe. Partant vers une Union qu'ils méconnaissent généralement, ils y entrent cependant en tant que citoyens européens.

Dans la seconde moitié des années 2000, la simultanéité de la réactivation économique interne grâce à la hausse des prix des commodités agricoles (la spécialité du pays) et de l'entrée en crise des économies nord-américaines et européennes après 2008 semble avoir brutalement tari les flux de départ et renforcé les flux de retours d'émigrés (notamment en provenance d'Espagne), retours favorisés par une politique active d'aide à l'installation des anciens émigrés mise en place dès 2004. L'accession de la gauche au pouvoir (en 2004) a elle aussi favorisé le retour de nombreux exilés des années 1970 qui rentrent au pays bénéficiant de leur statut de retraité notamment en provenance d'Europe.

Les enjeux sociétaux d'une forte diaspora

Les conséquences démographiques et économiques de l'émigration sont dans une très large mesure négatives pour le pays. Elle a accentué le vieillissement d'une des populations du continent où la part des plus de 65 ans est l'une des plus fortes, les migrants étant en majorité des personnes jeunes, et a même provoqué une temporaire réduction de la population du pays lors du pic de départ de 2002-2003. Vu la faible taille de son territoire et de sa population, l'émigration, structurelle depuis les années 1960, affecte profondément le niveau de formation de la main-d'œuvre. On estime ainsi que 20% de la population active a été touchée par l'émigration entre 1963 et 1985, les plus qualifiés ayant une plus forte propension à migrer.

Même si les émigrants des années 2000 présentent en moyenne un niveau éducatif moins haut que ceux des années 1960-70, les professions intellectuelles et les ouvriers qualifiés restent surreprésentés parmi eux. Dans certaines professions, notamment paramédicales (infirmières, personnel hospitalier), des cohortes entières d'étudiants ont à certaines époques quitté le territoire. Par ailleurs, le montant des remises de fonds par les migrants semble peu important, et ne serait pratiqué que par environ un quart d'entre eux. Ce fait –original à l'échelle du continent– s'expliquerait par le fait que ce sont souvent des

familles entières qui émigrent (retraités inclus), et que les migrants ne sont pas des milieux les plus pauvres, donc que les membres de leur famille restés sur place n'ont pas d'importants besoin d'aide.

L'incidence géographique de l'émigration sur le territoire national est largement méconnue. La relative homogénéité du marché du travail à l'échelle des principales villes (les capitales de département), dans un pays où les urbains représentent plus de 90% de la population, ne semble pas avoir favorisé la formation de régions plus marquées que d'autres par la migration vers l'étranger.

La reconnaissance symbolique et politique des émigrés uruguayens par l'Etat est tardive et complexe, et au cœur des débats sur la place que ce petit pays doit occuper dans un monde globalisé. Dans un pays dont l'identité s'est fondée sur le mythe de la coïncidence entre un territoire et sa population, la prise de conscience que « la République est plus vaste que son territoire » (paroles du Président de la République en 2004) est difficile et polémique. L'un des signes de ces difficultés est le maintien de l'interdiction de vote aux élections nationales pour les résidents à l'étranger, l'Uruguay étant l'un des derniers pays à maintenir ce refus. Le vote étant par ailleurs obligatoire dans le pays, l'impossibilité d'exercer ce droit depuis l'étranger est souvent vécu comme une marginalisation symbolique de la communauté nationale. Après plusieurs échecs au Parlement de projets de lois autorisant ce vote après la fin de la dictature, un nouveau projet a été rejeté cette fois par la population, lors d'un référendum à l'occasion des élections présidentielles de 2009. Bien qu'une part substantielle de la population résidente possède un proche ou des amis à l'étranger, la possibilité que près de 15% de la nation puisse depuis l'extérieur donner son avis sur la politique du pays fait question, et ce de façon transversale aux différentes sensibilités politiques. Malgré cela, le parti de gauche actuellement au pouvoir (Frente Amplio) envisage de modifier par décision parlementaire cette situation, répondant par là à une demande largement appuyée par la diaspora.

La reconnaissance politique de la diaspora commence véritablement après l'accession au pouvoir de la gauche en 2005, pour la première fois de l'histoire. Les communautés de l'étranger sont alors symboliquement rattachées à la République, par la création au sein du Ministère des Affaires Etrangères d'une administration en charge de la diaspora, le « Département n°20 » (l'Uruguay est divisé en 19 départements). Cette administration nouvelle rassemble les initiatives favorisant le renforcement des liens de l'Etat avec citoyens à l'étranger, et organise notamment la formation de « conseils consultatifs » élus dans tous les pays où un groupe suffisant de personne le demande. Au nombre de quarante environ, ces conseils dont la fonction est de faciliter les liens entre les migrants, les autorités diplomatiques uruguayennes dans le pays, et l'Etat uruguayen, sont en attente de la reconnaissance du droit au vote depuis l'étranger pour remplir pleinement leur rôle. Le pays a par ailleurs tenté à diverses reprises de favoriser le retour des émigrés, notamment les plus qualifiés, depuis le début des années 2000, dans le but de dynamiser le tissu économique national. Ces mesures ont eu jusqu'à maintenant des effets vraisemblablement limités.

Bibliographie

- BRACCO, Diego (2004), *Charrúas, guenoas y guaraníes. Interacción y destrucción: indígenas en el Río de la Plata*. Montevideo, Linardi y Risso, 398 p.
- CABELLA Wanda, PELLEGRINO Adela (2005), *Una estimación de la emigración internacional uruguaya entre 1963 y 2004*. Documento de trabajo N°70, Programa de Población de la Unidad Multidisciplinaria, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de la República, Montevideo, 16 p.

- CALVO Juan José et. al (2013), *Atlas sociodemográfico y de la desigualdad del Uruguay*. Montevideo, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de la República, 78 p.
- CALVO Juan José (2012). Uruguay: revisión de antecedentes y análisis crítico de la situación actual en términos de corrientes migratorias. Montevideo, Uruguay.
- PELLEGRINO Adela (2010), *La población de Uruguay. Breve caracterización demográfica*. Montevideo, UNFPA, 98 p.
- PELLEGRINO Adela (2010), *Uruguay: país de migrantes internos y externos*. Montevideo, PNUD, 56 p.
- PELLEGRINO Adela, VIGORITO Andrea (2005), Emigration and economic crisis: recent evidence from Uruguay. *Migraciones internacionales* (3) pp.57–81.
- PROGRAMA DE POBLACIÓN – FCS – UdelaR (2011), *Perfil migratorio de Uruguay*. Organización internacional para las migraciones, Buenos Aires, Argentina, 163 p.
- TAKS Javier (2006), Migraciones internacionales en Uruguay: de pueblo transplantado a diáspora vinculada. *Theomai: estudios sobre sociedad, naturaleza y desarrollo* (14) pp.139-156.